



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Clare HART, Jean-Pierre RICO, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation - Filières à bas niveaux d'impacts (FIBANI) - Dépôt de candidature à un appel à projets en vue de l'obtention d'une subvention - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a défini en 2014 une politique stratégique agroécologique et alimentaire visant à répondre aux 5 finalités suivantes :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

L'efficience de cette démarche nécessite d'œuvrer en transversalité avec la politique de gestion intégrée de l'eau, et en particulier la lutte contre la pollution, compétence statutaire adoptée par délibération n°M2018-427 de juillet 2018.

Dans ce cadre, il est important d'accompagner la transition agroécologique des territoires par le développement de nouvelles filières agricoles ayant peu d'impact sur l'environnement et en particulier sur la ressource en eau tout en satisfaisant un objectif de rentabilité suffisante aux exploitations. Au-delà de ces deux enjeux clés qui sont l'environnement et la viabilité économique, il s'agit aussi d'enclencher une réflexion sur des cultures adaptées aux phénomènes de changements climatiques et répondant à l'enjeu alimentaire de la Métropole.

En effet, après l'épisode de crise sanitaire que nous venons de traverser, l'accroissement de la résilience alimentaire des territoires est un enjeu crucial.

Les cultures bas niveau d'impact peuvent être :

- des cultures conduites suivant un mode de production peu impactant pour la ressource en eau (mode de production biologique, pratique de désherbage alternatif aux pesticides, productions certifiées Haute Valeur Environnementale...);
- des cultures intrinsèquement peu impactantes pour la ressource en eau.

La Métropole porte un projet d'action publique visant les objectifs évoqués précédemment par l'implémentation du projet « FIBANI », pour Filières Locales Bas Niveau d'Impacts. De par sa nature transversale, ce projet est porté par la Direction de l'Eau et l'Assainissement en appui avec les autres directions impliquées dans la politique agroécologique et alimentaire (Direction de la Transition Énergétique et Ecologique et Direction Développement Economique Emploi et Insertion).

Il s'agit d'accompagner la réflexion de l'opportunité d'émergence de nouvelles filières agricoles sur le territoire qui répondraient à 3 grands enjeux :

- Reconquérir et préserver la qualité de l'eau ;
- Accompagner le développement agricole et renforcer la résilience alimentaire en cohérence avec la stratégie de la politique agroécologique et alimentaire ;
- Faire face aux changements climatiques et ses conséquences sur les exploitations aux filières « classiques ».

Le projet FIBANI a connu une première phase il y a quelques mois ayant permis de déboucher sur une étude complète identifiant les filières agricoles opportunes pour un développement sur la Métropole. Cet état des lieux prospectif a permis d'identifier plusieurs productions, faisables au plan agronomique, économiquement viables et socialement acceptables.

La deuxième phase de ce projet consiste à animer la démarche sur les territoires en rencontrant les agriculteurs, et plus généralement les acteurs des filières pour faire part des résultats de l'état des lieux de FIBANI 1. L'enjeu est de pouvoir susciter de l'intérêt pour faire émerger ensuite des initiatives autour de la création de ces filières. La concertation, l'accompagnement et le conseil sont des étapes-clé dans la pose de ces premières pierres d'une filière de produits agricoles.

Cette deuxième phase se déroulera sur deux années avec un marché de prestation de services (2021-2023).

Une gouvernance avec de nombreux acteurs pilotera ce projet d'ingénierie territoriale. Ce projet est évalué à 170 000 euros, dont une partie subventionnable par deux financeurs que sont l'Union Européenne (à travers le FEADER géré par la Région Occitanie) et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

La Région Occitanie, en tant qu'autorité de gestion des fonds européens agricoles, est un financeur clé des politiques agricoles territoriales via le PDR (Programme de Développement Rural). Une des mesures de ce dernier rend éligible le projet FIBANI 2 à une subvention. En l'occurrence, la mesure 16.7 vise à accompagner des projets conciliant le maintien d'une agriculture diversifiée et à forte valeur ajoutée, dans un contexte de changement climatique, de tensions sur la ressource en eau et de préservation de la qualité des milieux aquatiques. Cette mesure se présente sous la forme d'un appel à projets dont les collectivités peuvent être candidates.

Dans le cadre de son onzième programme d'intervention, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse soutient l'action de reconquête de la qualité de l'eau par le développement de filières à bas niveau d'intrants. Ainsi elle rend éligible à des financements le projet FIBANI. L'Agence intervient via la mesure 16.7 du FEADER, en tant que co-financeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de candidater à l'appel à projets 2020 du programme de développement rural du Languedoc Roussillon 2014-2020, sur le Type d'Opération 16.7 « ingénierie territoriale-Volet Eau » auprès de la Région Occitanie ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 11 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-134557-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.